

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 645 / Décembre 2020

## TENDANCES CONJONCTURELLES

3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020

### La conjoncture économique en Guadeloupe

#### Le climat des affaires s'améliore mais les chefs d'entreprises restent inquiets

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, l'indicateur du climat des affaires remonte de 13,6 points mais demeure bien en dessous de sa moyenne de long terme. Il s'établit à 89,8 points, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM demeurant particulièrement fébriles en cette période de faible visibilité tant sur le plan sanitaire qu'économique. Ils sont notamment pessimistes quant au 4<sup>e</sup> trimestre et peinent à entrevoir un redémarrage de leur activité.

Pour autant, la consommation des ménages rebondit dans un contexte de baisse des prix. Les importations de biens de consommation progressent de 22,2 % (CVS) sur le trimestre et l'encours bancaire des crédits à la consommation augmente de 4,2 %. L'investissement privé suit la même tendance, les importations de biens intermédiaires et de biens d'investissement progressent (respectivement +32,3 % et +44,5 % en glissement trimestriel et -2,7 % et -5,1 % en cumul annuel, CVS). L'encours bancaire de crédits à l'investissement croît pour sa part de 4,8 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

Bien qu'en hausse par rapport au trimestre précédent (+33,3 % pour les importations et +10,5 % pour les exportations, CVS), les échanges extérieurs restent dans l'ensemble moins élevés en cumul sur l'année par rapport à 2019.

Globalement, l'activité bancaire reste dynamique. L'encours de crédits croît de 3,9 % sur le 3<sup>e</sup> trimestre, porté par la poursuite du recours massif aux prêts garantis par l'État (PGE). En parallèle, les actifs financiers augmentent de 2,8 % sur le trimestre sous l'effet des PGE non utilisés venant alimenter les comptes courants des entreprises et de la progression de l'épargne des ménages dans un contexte de consommation encore ralentie malgré la reprise.

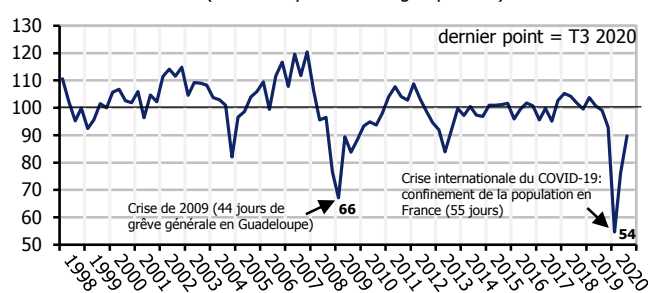
Par ailleurs, la sinistralité de la place bancaire se dégrade après avoir atteint un point bas historique un an auparavant. En effet, le taux de créances douteuses s'établit à 4,3 % à fin septembre 2020 contre 3,5 % en septembre 2019. Son niveau reste tout de même relativement contenu.

Le marché de l'emploi et les défaillances d'entreprises semblent quant à eux encore bénéficier des pare-feu érigés par les pouvoirs publics pour atténuer l'impact de la crise. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 2,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre et le nombre d'offres d'emploi collectées progresse. En parallèle, le nombre de défaillances d'entreprises diminue plus fortement qu'à l'échelle de la France entière. Selon la Banque de France, cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté, mais résulte principalement à la fois de l'activité réduite des juridictions commerciales liée au confinement et du gel des délais de dépôt de bilan pour les entreprises en état de cessation de paiement pendant la période d'état d'urgence sanitaire.

D'autre part, 5,5 % des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture affirment avoir licencié au moins un salarié au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2020 et 33,9 % d'entre eux, contre 77,0 % au 2<sup>e</sup> trimestre, ont encore eu recours au chômage partiel au sein de leur structure.

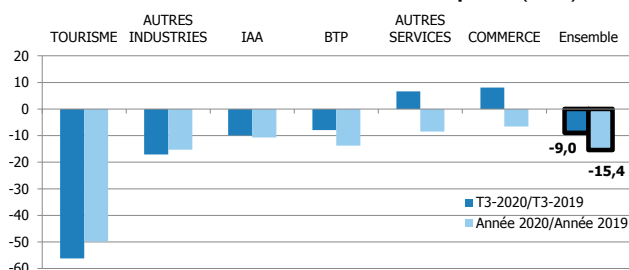
Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe

(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

### Évolution du chiffre d'affaires des entreprises (en %)



Source : IEDOM - Enquête de conjoncture.

À l'échelle sectorielle, les entreprises du **tourisme** sont de loin les plus touchées. Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, le nombre de passagers arrivés à l'aéroport est moitié moins important considérant la même période en 2019. Les professionnels du secteur estiment leur perte de chiffre d'affaires (CA) sur l'année 2020 à -49,8 %. Le secteur des **autres industries** suit avec une perte de CA annuelle estimée à -15,3 %, notamment sous l'effet de la contraction d'activité observée dans le secteur du **BTP** (-13,8 %). Si les ventes de ciment progressent de 22,2 % (CVS) au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, en cumul annuel elles sont en baisse de 5,5 % par rapport à 2019.

### Des prix en baisse à fin septembre 2020

À fin septembre 2020, l'indice des prix à la consommation des ménages calculé par l'Insee diminue de 0,9 % par rapport à mars 2020<sup>1</sup>.

Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des prix des services (-1,3 % sur six mois) et de l'énergie (-5,2 %). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont quasi stables par rapport à mars 2020 (respectivement +0,1 % et -0,1 %).

En moyenne, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM ont baissé leur prix au 3<sup>e</sup> trimestre et anticipent une nouvelle diminution de ceux-ci au 4<sup>e</sup> trimestre de l'année 2020.

### Un marché de l'emploi protégé

Avec les mesures de sauvegarde de l'emploi mises en place par le Gouvernement, le marché de l'emploi apparaît sous cloche à fin septembre 2020. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) diminue de 2,7 % sur le trimestre (données CVS), à 52 830 demandeurs, il est inférieur au niveau observé à la même période en 2019. Le nombre d'offres d'emploi collectées au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 augmente en glissement trimestriel et retrouve un niveau identique au 3<sup>e</sup> trimestre 2019.

En parallèle, les défaillances d'entreprises amorcent une augmentation à fin septembre. Toutefois, en glissement annuel, elles chutent plus fortement que le niveau moyen observé à l'échelle des Outre-mer et de la France entière (respectivement -32,7 %, -25,5 % et -31,0 %). Pour rappel, ce recul s'explique majoritairement par la modification des règles de déclarations de cessation de paiement durant la pandémie.

### La consommation des ménages augmente

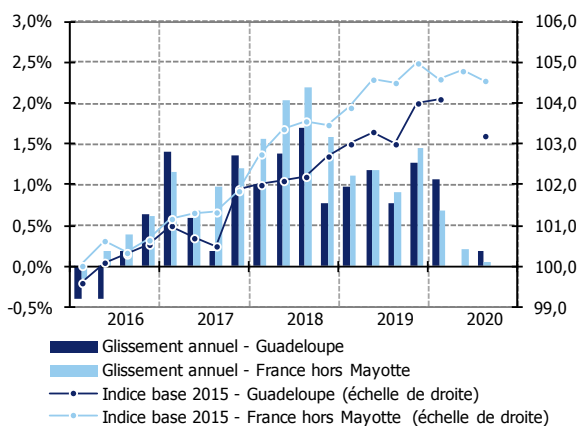
Après un niveau contenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 en raison du confinement, la consommation des ménages rebondit à fin septembre.

Les importations de produits des industries agroalimentaires augmentent de 5,6 % sur le trimestre et celles des autres biens de consommation non durables de 28,1 %. Dans le détail, une hausse sensible des importations d'autres textiles (masques), d'articles de divertissement, de produits de toilette et de produits pharmaceutiques (gels hydroalcooliques) est observée à fin septembre.

En parallèle, les importations de biens de consommation durable progressent de 75,0 % au 3<sup>e</sup> trimestre, mais demeurent en net retrait en cumul annuel à fin septembre. En effet, à cause du confinement et de la fermeture des commerces dits « non essentiels » entre mars à mai 2020, un décalage des commandes et livraisons de marchandises est observé et explique en partie cette forte progression.

L'encours de crédits à la consommation progresse de 4,2 % sur le trimestre (après -6,0 % le trimestre précédent).

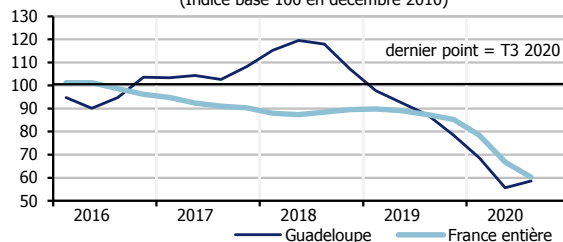
### Indice des prix à la consommation



Source : Insee.

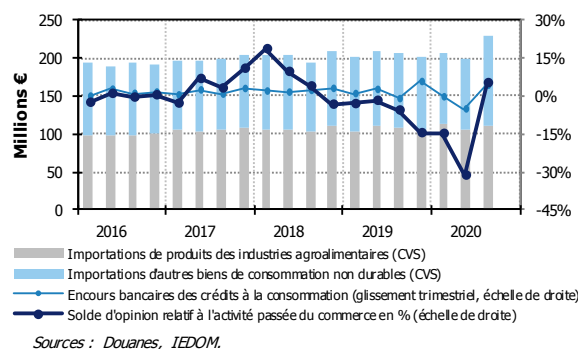
### Défaillances d'entreprises

Cumul sur un an à la fin de chaque trimestre (Indice base 100 en décembre 2010)



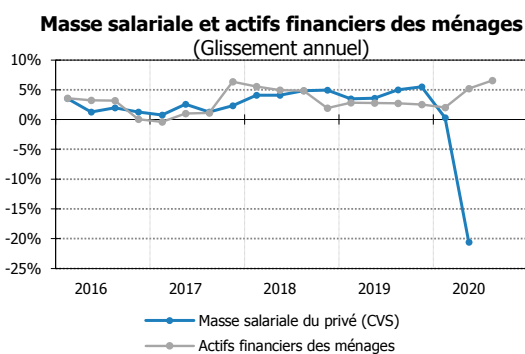
Source : IEDOM - base Fiben.

### Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.

<sup>1</sup> L'Insee n'a pas produit d'indice des prix à la consommation en Guadeloupe entre avril et juin 2020.

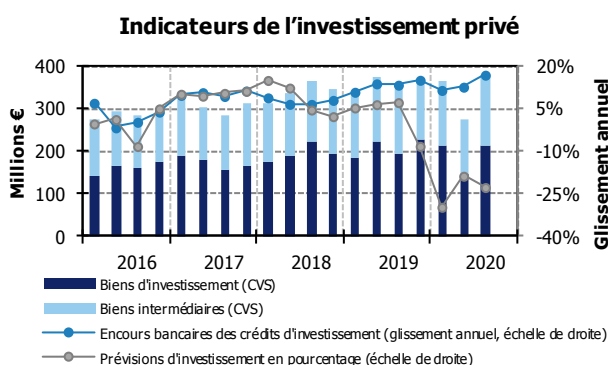


En dépit de la baisse sans précédent de la masse salariale du secteur privé observée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, et ce, malgré le recours massif au chômage partiel, les ménages continuent d'épargner. Les actifs financiers détenus par ces derniers progressent de 1,2 % sur le trimestre et de 6,6 % sur un an, signe d'une baisse de la consommation plus marquée que celle des revenus.

## Rebond de l'investissement privé à fin septembre 2020

À fin septembre 2020, l'investissement privé repart à la hausse. L'ensemble des banques de la place guadeloupéenne observe et accompagne ce phénomène. Selon ces dernières, de nombreux projets sont lancés depuis le début du 3<sup>e</sup> trimestre.

Ainsi, tous agents économiques confondus, les crédits d'investissement regagnent en dynamisme après deux trimestres en légère perte de vitesse. L'encours de crédits d'investissement à fin septembre 2020 augmente de 3,5 % (après +1,8 % le trimestre précédent). Les crédits d'investissement dédiés aux entreprises progressent notamment de 4,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, soit une hausse de 17,1 % sur un an.



L'encours de crédits immobiliers enregistre une timide hausse : +0,7 % à fin septembre, après +0,1 % trois mois plus tôt.

Les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires augmentent quant à elles respectivement de 44,5 % et 32,3 % sur le trimestre, après le coup de frein observé à fin juin 2020 (respectivement -29,7 % et -18,4 %, données CVS).

Toutefois, en cumul sur l'année, l'investissement reste en retrait. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise sont encore pessimistes et certains projets sont reportés, en particulier dans le secteur du tourisme.

## L'activité bancaire reste dynamique, mais la sinistralité de la place se dégrade

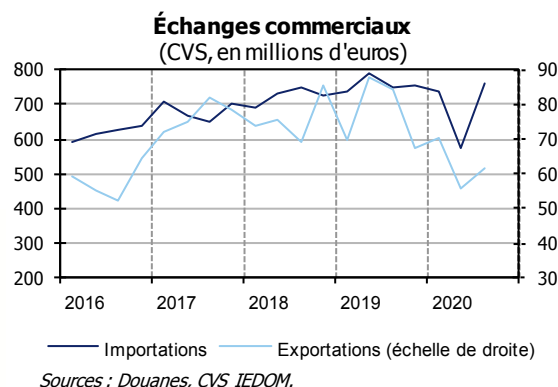
L'activité bancaire reste dynamique. L'encours de **crédits** croît de 3,9 % sur le 3<sup>e</sup> trimestre, porté par la poursuite du recours massif aux prêts garantis par l'État (PGE). Les crédits d'exploitation progressent de 15,4 % après avoir quasiment doublé le trimestre précédent sous l'effet de l'octroi de PGE (+94,7 % à fin juin 2020). Au 24 novembre 2020, l'encours de PGE octroyé aux entreprises guadeloupéennes a triplé depuis le lancement de cette mesure, il s'élève à 633,8 M€ et bénéficie essentiellement aux entreprises des secteurs du commerce, de la construction, de l'industrie manufacturière et de l'hôtellerie-restauration. En parallèle, les **actifs financiers** progressent de 2,8 % sur le trimestre : une partie des PGE non utilisée viennent alimenter les comptes courants des entreprises et d'autre part, l'épargne des ménages continue de progresser dans un contexte de consommation encore ralentie malgré le rebond constaté au 3<sup>e</sup> trimestre. Sur les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2020, les ménages guadeloupéens ont épargné en moyenne 150 M€, contre environ 35 M€ en moyenne par trimestre sur les 5 dernières années.

Après avoir atteint un point bas historique un an plus tôt à 3,5 %, le **taux de créances douteuses** est quant à lui reparti à la hausse et s'établit à 4,3 % à fin septembre 2020.

## Les échanges commerciaux amorcent un redressement

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, les importations et les exportations se redressent par rapport au trimestre précédent (respectivement +33,3 % et +10,5 % en valeur, données CVS). La réouverture des entreprises après le confinement a notamment conduit à la reprise des importations de biens d'investissement, de biens intermédiaires et d'énergie.

Toutefois, en cumul annuel, ces échanges restent en net recul par rapport aux niveaux de 2019. L'activité portuaire en pâtit ; en cumul à fin septembre 2020, le trafic de marchandises (en volume) et le nombre de navires de fret transitant par le port restent en baisse (respectivement -9,2 % et -11,1 %).



## La conjoncture régionale et internationale

### LA PERSISTANCE DE LA PANDÉMIE ASSOMBRIT LA REPRISE ÉCONOMIQUE DES PAYS DES CARAÏBES

Selon les dernières perspectives du FMI, d'octobre 2020, le PIB de la région caraïbe devrait se replier de 5,4 % en 2020 et l'indice des prix à la consommation s'inscrirait en hausse de 9,3 % en fin d'année.

En juillet 2020, les estimations du FMI prévoyaient une diminution de 9,9 % sur l'année pour les îles tributaires du tourisme<sup>1</sup> et un ralentissement à +0,6 % pour les pays exportateurs de produits de base<sup>2</sup>. Si ces estimations s'inscrivaient en légère hausse pour les premiers (estimation en juin : -10,3 % sur l'année 2020), elles ont été revues à la baisse pour les seconds (+3,5 % sur un an, en juin 2020) sous l'effet des prévisions d'exportations moroses compte tenu d'une reprise longue et incertaine de l'économie mondiale.

Contrairement aux constats faits lors des récessions précédentes, l'emploi a diminué plus fortement que le PIB au deuxième trimestre 2020. Les pays des Caraïbes présentent deux caractéristiques structurelles qui ont entraîné des conséquences économiques relativement importantes : un nombre comparativement plus élevé qu'ailleurs de personnes qui exercent une activité nécessitant une proximité physique et moins de personnes qui occupent un emploi pouvant s'effectuer en télétravail. Près de 45 % des emplois se situent dans les secteurs à forte intensité de contact (restaurants, magasins, transports, etc.), contre à peine plus de 30 % dans les pays émergents. Seul un emploi sur cinq peut-être exercé à distance, soit la moitié de ce que l'on observe dans les pays avancés et moins que la moyenne des pays émergents (26 %). Ces caractéristiques, conjuguées à un niveau élevé d'informalité et de pauvreté, ainsi qu'au ralentissement des échanges commerciaux et aux perturbations financières provoqués par les difficultés que connaît l'économie mondiale, ont concouru à l'effondrement historique de l'activité.

Tributaires du tourisme à hauteur de 20 à 90 % du PIB et de l'emploi, les pays des Caraïbes ont été les plus durement touchés. Alors qu'ils ont relativement bien réussi à endiguer la propagation du virus, l'arrêt brutal de la venue de touristes et les confinements locaux ont porté un coup fatal à leur économie. La reprise risque de prendre du temps, le FMI prévoit une croissance de 4,0 %<sup>1</sup> et 3,8 %<sup>2</sup> en 2021. La plupart des pays ne devraient pas retrouver leur PIB et leur revenu réel par habitant d'avant la pandémie respectivement avant 2023 et 2025, soit plus tard que toutes les autres régions du monde.

Source : IMF blog, Samuel Pienknagura, Jorge Roldós et Alejandro Werner

<sup>1</sup> Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

<sup>2</sup> Guyana, Suriname et Trinité-et-Tobago.

### L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au Japon puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET

Rédaction : R. ELEORE et R-M. JEAN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2020 – Dépôt légal : décembre 2020 – ISSN 2679-0823